



Association
pour le développement
de l'éducation
en Afrique

Rapport sur la conférence sur le développement du livre en Afrique

**3 AU 5 OCTOBRE 2011
NAIROBI, KENYA**

Conférence de l'ADEA sur le développement du livre en Afrique
Panari Hotel, Nairobi, 3 au 5 octobre 2011

---0---

Rapport Général

A- Contexte général de la Conférence

La Conférence s'est tenue dans le cadre des préparatifs de la triennale de l'ADEA prévue du 12 au 17 Février 2012 à Ouagadougou (Burkina Faso). Elle a réuni une soixantaine de participants provenant de 23 pays africains (Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Niger, Nigéria, R.D. Congo, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe) représentant les principaux acteurs de la chaîne du livre : écrivains, éditeurs, imprimeurs, libraires, bibliothécaires, Ministères de l'Éducation, associations professionnelles (APNET, Afrilivres, EABDC, GBDC, PABA, etc.), Centres de formation aux métiers du livre (CAFED), partenaires techniques et financiers (ALED, ACALAN, Aga Khan Foundation, CONFEMEN, CODESRIA, EFA/FTI) et des médias.

Elle a été organisée par le Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs (GTLME) sous les auspices du Secrétariat de l'ADEA, en relation avec le rôle central que jouent les livres dans le processus d'acquisition de connaissances et de compétences critiques, notamment pour le développement durable et dans l'apprentissage tout au long de la vie.

B- Objectifs de la Conférence

Partant du fait que l'éducation et le livre sont gérés par deux secteurs distincts qui doivent se concerter et travailler en complémentarité, il s'imposait la nécessité d'organiser un forum rassemblant les différents groupes d'intérêt concernés afin de mettre en place des stratégies collaboratives fécondes.

Dans le but de définir un cadre politique et stratégique propice au développement d'un secteur du livre capable de faciliter et de soutenir la lecture et l'apprentissage, pour tous, tout au long de la vie, les participants à la conférence devaient : i)- faire le point de la situation et partager leurs expériences dans le contexte large du développement de l'industrie du livre en Afrique, ii)- analyser les contraintes auxquelles sont confrontés les acteurs des différents maillons de la chaîne dans la production de manuels scolaires et autres matériels éducatifs, dans le contexte de l'approche par les compétences, iii)- échanger sur les rôles des gouvernements et des éditeurs en définissant les mandats respectifs en vue d'un partenariat durable, iv)- appeler les partenaires régionaux et multilatéraux intervenant dans les secteurs de l'éducation et du livre à apporter un soutien conséquent à la production de livres, en particulier dans les langues africaines, v)- démontrer la nécessité de disposer de cadres de régulation comme les Conseils nationaux du livre, et vi) formuler des recommandations fortes susceptibles d'être adoptées par les Ministres de l'Éducation lors de la Triennale.

C- Déroulement

L'ouverture officielle a été présidée par le Secrétaire Général de la Commission Kenya de l'Unesco, représentant le Ministre de l'Éducation. Elle a enregistré trois allocutions dont les

souhaits de bienvenue par Mme Erato-Nadia Bizos, leader du GTLME, l'allocution introductive de Mr. Ahlin-Byll Cataria, Secrétaire Exécutif de l'ADEA et le discours de S.E le Ministre de l'Éducation du Kenya.

Dans son intervention, le Secrétaire Exécutif de l'ADEA a mis l'accent sur les enjeux actuels et futurs du livre africain en tant que facteur déterminant du développement socio-économique du continent, tout en plaçant la perspective de la Conférence au-delà du cadre spécifiquement évènementiel de la Triennale.

Mr. Mamadou Ndoye, Coordinateur général de la Triennale, a ensuite fait un exposé de cadrage général définissant les liens entre la Conférence et les objectifs visés par la Triennale. Il a campé quatre défis majeurs qui interpellent les systèmes éducatifs dans leur quête de solutions idoines au développement durable de l'Afrique (l'environnement, le social, l'économie, la paix et l'intégration). Dans la foulée, il a posé un certain nombre de questions essentielles sur lesquelles devraient réfléchir les participants, dont deux fondamentales :

- Face à l'impuissance actuelle des systèmes éducatifs à développer les compétences critiques visées, quelles réformes sont nécessaires à entreprendre ?
- Comment définir efficacement le rôle et la place des livres et des autres matériels didactiques pour, à la fois, une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, le développement des habitudes de lecture y compris dans les langues nationales, l'émergence de sociétés apprenantes, l'intégration réussie des ressources numériques, et l'enracinement d'un environnement lettré ?

Plus d'une douzaine d'exposés thématiques ont été présentés autour des différents maillons de la chaîne du livre, à savoir : i)- Les matériels de lecture en langues africaines, ii)- Les rôles et responsabilités des différents acteurs du livre, iii)- Les défis de la production et du marketing des matériels tertiaires, iv)- La nécessité des politiques nationales du livre, v)- Le lien entre l'édition et la culture africaine, vi)- L'adoption de la technologie pour le développement du livre africain, vii)- L'édition scolaire rentable, viii)- Les manuels scolaires de qualité dans le cadre des curricula basés sur les compétences, ix)- Écrire pour les enfants africains, x)- Le renforcement des capacités, xi)- Le rôle des femmes dans le développement du livre francophone, et xiii)- Le rôle des bibliothèques et des bibliothécaires dans la promotion de la lecture.

Les travaux de groupe qui ont suivi et approfondi ces présentations ont été articulés autour de sujets spécifiques en relation avec le thème principal de chacun des trois jours :

Jour 1 : Situation générale du contexte africain de l'industrie du livre

Principaux défis

- Manque de politiques viables en matière d'éducation, d'utilisation des langues nationales et de stratégies de développement du livre.
- Fortes taxations sur le livre et les intrants à sa fabrication dans plusieurs pays.
- Absence de financements pour les publications faites en langues nationales.
- Faible implication des jeunes dans les compétitions et clubs de lecture là où ils existent.
- Faibles capacités des encadreurs des centres d'alphabétisation et centres de lecture, surtout en zones rurales.
- Rareté de livres et autres matériels didactiques de qualité produits en langues africaines.
- Persistance des obstacles liés à la diffusion des livres dans et entre les pays.

Bonnes pratiques :

- Existence d'un fonds de soutien à l'alphabétisation au Burkina Faso impliquant les secteurs public et privé
 - pour soutenir les langues nationales et la lecture.
- Le support apporté par CODE au Mali et en Tanzanie en matière de soutien aux livres localement produits
 - et à la lecture est une réalité à fort impact dans les zones couvertes.
- Au Kenya, au Sénégal au Mali et ailleurs, les campagnes de lecture sont davantage assurées à l'initiative des organisations de la société civile.

Implications politiques

- Nécessité de la mise en place de politiques éducatives, linguistiques, culturelles, de communication et du livre par les Gouvernements, en collaboration avec les autres parties prenantes.
- Implication des éditeurs et de toutes les autres parties prenantes à la définition des nouveaux curricula.

Recommandations

- . La volonté politique maintes fois exprimée par les États et l'UA en matière de promotion des langues nationales doit être suivie d'actes conséquents et concrets sur le terrain.
- . Le rôle des Centres d'alphabétisation à revaloriser pour bien faire profiter les enfants des zones rurales de la culture du livre et de la lecture.
- . Les écrivains et les éditeurs en langues nationales à encourager pour qu'ils s'orientent résolument vers les productions de livres dans les langues, surtout celles transnationales à très large potentiel commercial comme le Kiswahili, le Pular, le Hausa, le Mandingue, etc.

Jour 2 : Des manuels scolaires et autres supports didactiques pour un apprentissage basé sur les compétences critiques pour le développement durable

Principaux défis

- L'introduction des curricula basés sur l'APC doit inclure l'élaboration d'un plan cohérent d'information, de formation initiale et continue des personnels enseignants et le dialogue avec les éditeurs privés, les parents et les autres organisations de la société civile.
- Manque de dialogue politique et inconsistance des politiques gouvernementales en matière de production locale des manuels et autres matériels didactiques.
- Centralisation trop poussée des processus d'approbation, de sélection et d'acquisition des manuels dans les pays francophones notamment et persistance du système de choix unique du manuel.

- Coûts élevés de production, surtout dus aux prix élevés des intrants de fabrication.
- La distribution des manuels fait généralement fi du libraire, ce qui rompt la chaîne du livre.
- Les processus d'appels d'offre restent peu transparents et la corruption continue de polluer l'atmosphère du livre scolaire.
- Précarité quasi généralisée des conditions d'impression des livres, aussi bien pour la qualité que la quantité.
- Absence d'éditeurs scolaires nationaux dans certains pays comme Madagascar.
- Délais souvent trop courts entre le lancement des nouveaux programmes et la production des manuels correspondants, ce qui impacte nécessairement sur la qualité des productions.

Bonnes pratiques

- La Tanzanie a introduit l'approche par les compétences depuis 2005 et le processus est parfaitement bien maîtrisé. Les formations en cascade se font par le TIE pour tous les partenaires intéressés.
- Certains États exigent un accord de partenariat entre éditeurs étrangers et locaux dans la soumission aux appels d'offres qu'ils financent comme forme d'aide aux opérateurs nationaux.
- La Côte d'Ivoire a déjà couvert tout le cycle primaire en manuels scolaires basés sur l'APC. En 2012, les éditeurs entament le cycle du secondaire.
- Au Nigéria, les perspectives de manuels sur format électronique sont en cours, de même que l'amplification de l'usage des ressources pédagogiques numériques.
- Le Sénégal a mis en place un fond d'aide au livre qui mériterait, toutefois, d'être mieux structuré et faire meilleure place aux ouvrages à caractère didactique.
- Mise en place progressive du projet des livres pour les 90% pour améliorer sensiblement les possibilités d'impression de matériels éducatifs sur le continent.

Implications politiques

- Les pays doivent se doter de politiques sectorielles du manuel scolaire.
- Mesures réglementaires à prendre pour une harmonisation/sécurisation des prix du livre scolaire au pays.
- Signature des Accords de Florence et du protocole de Nairobi par les États qui ne l'ont pas encore fait.
- Mesures de protection des éditeurs, imprimeurs et libraires nationaux dans les appels d'offres nationaux de manuels et autres matériels didactiques.
- Nécessité du passage de l'approche centralisée vers celle décentralisée au niveau des écoles dans le processus d'acquisition des manuels et autres matériels éducatifs.
- Nécessité de dépasser le livre unique pour aller vers des ensembles didactiques cohérents et plus complets (1manuel + 1 cahier d'activités + 1 guide du maître).

Recommandations

- . Le processus de réforme des curricula, en l'occurrence pour le développement des compétences critiques visées doit, dès le début et tout au long de son déroulement, impliquer les professionnels du livre, notamment les éditeurs afin que ceux-ci soient en mesure de produire des livres et matériels d'enseignement-apprentissage congruents.
- . Ces livres et matériels pour être élaborés dans leur structure et dans leurs contenus comme des supports efficaces de développement des compétences critiques visées et selon les choix et approches pédagogiques adoptés exigent un dialogue approfondi entre les éditeurs, les spécialistes des curricula et les pédagogues.
- . Des Comités de sélection des manuels scolaires doivent être mis en place pour favoriser le système de choix multiples qui, seuls, peuvent favoriser la diversité pédagogique et la libre concurrence entre les éditeurs.
- . Le processus d'acquisition des manuels doit se faire sur une base décentralisée, les moyens étant mis à la disposition des parents pour l'achat à partir de l'école même.
- . Les enseignants doivent être systématiquement formés à l'utilisation des nouveaux manuels produits.
- . Les communautés doivent être bien impliquées dans la gestion des manuels à l'école (Comité de gestion)
- . Toutes les écoles doivent être équipées de bibliothèques fonctionnelles et l'usage de la bibliothèque doit faire partie de l'emploi du temps des élèves.
- . Un usage plus didactique doit être fait des ressources numériques disponibles, dont le téléphone cellulaire.

Jour 3 : Renforcement des capacités, implication des acteurs de la chaîne, politiques du livre

Principaux défis

- Persistance des taxes sur l'importation des livres et des intrants à la fabrication, coûts élevés du transport, barrières monétaires et politiques, etc.
- Rareté de structures de formation initiale et de perfectionnement des professionnels du livre.
- Faible capacité technique des professionnels nationaux pour participer efficacement aux appels d'offres sur les manuels et les autres matériels éducatifs.
- Persistance notoire des cas de piraterie et de photocopillage massif des manuels dans de très nombreux pays, violation continue du droit d'auteur.
- Invasion numérique massive des pays du Nord avec des contenus peu ou pas du tout contrôlables.
- Plusieurs pays comme le Burkina Faso se sont engagés vers la mise en place de politiques nationales du livre dont les textes fondateurs sont disponibles mais l'approbation des décideurs et la mise en application sont bloquées.
- Le domaine des publications universitaires est en pleine stagnation, voire en déclin, dans de nombreux pays.

Bonnes pratiques

- Le Ghana s'est doté d'une politique volontariste du livre, à caractère inclusif de tous les dépositaires des enjeux du livre.
- Le projet de «malle itinérante» mis en place à Madagascar, est destiné à circuler dans plusieurs villages d'une zone déterminée pour ainsi éviter de lourds investissements. Elle contient une sélection de livres pour la petite enfance en langue nationale et qui pourrait profiter aussi aux femmes analphabètes de ces zones.
- Au Sénégal Bibliothèque-Lecture-Développement (BLD) s'implique depuis 20 ans dans l'installation et l'animation de bibliothèques scolaires.
- Au Mali, depuis 1997, l'association pour la lecture, l'éducation et le développement (ALED) contribue, grâce au soutien de CODE, à la création et au renforcement de réseaux de lecture publique.
- La réunion de l'UA en 2009 à Arusha avait permis de définir des projets de politique de lecture et de politique du livre à l'échelle continentale.
- Existence depuis 20 ans du programme de l'OIF pour la formation des professionnels francophones dans les métiers de l'édition et de la diffusion (CAFED) à Tunis.

Implications politiques

- Signature des accords de Florence et protocole de Nairobi, pour détaxer les livres et les intrants à sa fabrication dans l'optique d'une meilleure disponibilité et de l'accessibilité pour le plus grand nombre.
- Instauration d'un cadre permanent de dialogue entre les pouvoirs publics et le secteur privé du livre pour une actualisation constante des informations de part et d'autre.
- Nécessité d'associer les chambres de commerce et l'autorité des marchés publics dans les pays pour assister les nationaux dans la préparation des soumissions d'appel d'offres.
- Intégration de la dimension de la Diaspora africaine dans les politiques nationales du livre en vue d'accroître le rayonnement de la culture africaine dans le monde.
- D'ouvrir des filières de formation aux métiers du livre dans certaines Universités africaines comme cela a lieu déjà au Ghana et au Cameroun, pour le renforcement des capacités.
- Instauration d'une culture du droit d'auteur et faire assurer le respect des droits des auteurs nationaux, y compris ceux écrivant dans les langues nationales.

Recommandations

- . Amener les libraires locaux à faire bonne place aux livres produits sur place en leur garantissant la qualité, l'accessibilité au niveau du prix et la régularité des livraisons.
- . Promouvoir un environnement favorable à la lecture en diversifiant les moyens d'accès appropriés aux livres variés et de qualité à travers l'installation des bibliothèques scolaires et des coins de lecture.

- . Initier dans des espaces appropriés pour la lecture (classe, bibliothèque, centre de lecture ou de documentation) des activités d'écoute de contes, d'histoires intéressantes, de lecture à haute voix en utilisant des moyens qui stimulent les facultés visuelles et auditives : télévision, radio et ordinateur.
- . Renforcer les capacités d'enseignement et d'apprentissage de la lecture en insérant dans les programmes de formation initiale des élèves-maîtres des modules sur l'enseignement de la lecture et de l'écriture.
- . Multiplier des activités d'animation autour de la lecture à l'école et dans les bibliothèques.
- . Former les écrivains, illustrateurs et éditeurs à la production de livres adaptés, incitatifs et agréables à lire pour les enfants, surtout au niveau de l'enseignement primaire.

D- Évaluation de la Conférence

Un tour de table a précédé la cérémonie de clôture de la Conférence. Il a permis aux participants de livrer à chaud leurs sentiments, remarques et suggestions relativement aux différents aspects de l'organisation et du déroulement des travaux. Cet exercice, très participatif, a permis de récolter des avis extrêmement positifs des participants, notamment sur la qualité de l'organisation, le niveau élevé des discussions et des échanges interprofessionnels et interpersonnels, le nombre élevé de représentants du secteur privé et des organisations associatives, ainsi que le bon déroulement général. Toutefois, ils ont regretté que la durée fût un peu courte.

Une évaluation formelle de la Conférence, plus structurée, a été administrée sur la base d'une fiche produite par les organisateurs qui a révélé que les participants ont bien apprécié la qualité des interventions et la diversité des intervenants, ce qui a permis d'aborder une grande majorité des problèmes auxquels doivent faire face toutes les parties prenantes du secteur du Livre en Afrique. Les participants auraient souhaité une plus grande représentation des gouvernements pour faciliter l'adoption de politiques éducatives et aborder la problématique du développement du livre de manière plus holistique. De plus il a été constaté une nette différence de niveaux de développement du secteur entre les pays anglophones et francophones, les premiers étant bien entendu mieux lotis.

Les associations tels que l'ADEA, APNET, PABA, etc. doivent créer des partenariats solides et des pistes de collaborations concrètes et l'ADEA est sollicitée pour soutenir à travers son groupe de travail sur les livres le renforcement de capacités en faveur des acteurs de la chaîne du Livre.

E- Conclusion

Se fondant sur le feedback directement recueilli auprès des participants, l'on est en droit de se féliciter aussi bien de la participation record des professionnels africains aux différents maillons de la chaîne, de la richesse et de la diversité des échanges pendant les travaux, que de la pertinence des recommandations formulées sur la façon de relever les défis actuels et futurs affectant le développement de l'industrie africaine du livre.

Pour réaliser le pont entre pédagogues et éditeurs dans la perspective de la Triennale, il a été suggéré d'envoyer le questionnaire technique «contribution spécifique à la Triennale» aux Ministères de l'Éducation de pays ayant déjà adopté la pédagogie de l'APC. A cet effet, nous recommandons le Sénégal, le Niger, le Maroc, la Tanzanie, le Kenya et le Ghana. Les informations collectées seront traitées et capitalisées sous forme de banque de ressources devant alimenter les discussions sectorielles lors de la Triennale.

Une sélection catégorielle des principaux messages à retenir est capitalisée dans les pages suivantes, en termes de *recommandations générales de la Conférence* et de *recommandations spécifiques pour la Triennale*.

M. Aliou Sow
Consultant

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

I- Recommandations générales

- **A l'Union Africaine**

- De procéder à un inventaire de toutes les recommandations des conférences antérieures sur le livre non encore appliquées et constituer une commission ad hoc qui ferait du lobbying au niveau régional, et en particulier auprès de l'Union africaine et des organismes spécialisés, pour en assurer l'application effective.

- D'encourager et soutenir des Salons et Foires du livre pour valoriser les productions africaines.

- **A l'ADEA**

- . Que le GTLME travaille en synergie avec les organisations professionnelles régionales APNET, Afrilivres, PABA, les États et l'union Africaine pour faire un lobbying global, et continu, en faveur du développement endogène du secteur du livre et de la lecture dans les pays.

- . Que le GTLME organise, en collaboration avec l'APNET, une série d'ateliers d'information et de sensibilisation auprès des différentes communautés économiques sur les questions des taxes, du commerce intra africain des livres et sur la culture de la protection des droits d'auteurs.

- **Aux Organisations sous régionales (CEDEAO, UEMOA, SADEC, EADEC, CEMAC, etc.)**

- . Que la CEDEAO et les autres organisations économiques sous régionales prennent des dispositions idoines pour faciliter la circulation des livres entre les pays membres de ces zones en mettant en place des dispositifs incitatifs et valorisants, par exemple par la systématisation de la levée effective des taxations douanières.

- **Aux Gouvernements**

- . D'engager sans délais les processus de formulation de politiques nationales du livre cohérentes, incluant les langues nationales, là où elles n'existent pas encore, en vue de promouvoir un environnement social, juridique et économique favorable au développement du livre et de la lecture.

- . De faire promulguer une Loi sur le livre par les pays ayant déjà formulé et adopté les textes fondamentaux de la politique nationale du livre.

- . D'engager des consultations préalables avec les différents parties prenantes de la chaîne du livre (enseignants, éditeurs, parents, etc.) avant de réformer les curricula pour assurer une transition aisée entre les anciens et les nouveaux contenus des manuels et des autres matériels éducatifs.

- . D'instituer au niveau des Ministères de l'Éducation des commissions permanentes de dialogue et de concertation avec les autres parties prenantes (enseignants, éditeurs, parents, etc.) lors de la mise en œuvre des réformes curriculaires basées sur l'approche par les compétences.

. D'appliquer des politiques linguistiques volontaristes en vue de l'utilisation effective des langues nationales comme vecteurs de l'éducation et de la formation, et pour freiner la tendance à l'extinction de ces langues.

. De viser à court terme l'objectif d'un ratio de 1 livre par élève dans les disciplines fondamentales et au moins de 1 livre pour 2 élèves dans les autres jusque dans les zones rurales, à l'école fondamentale.

. D'assurer l'implication des libraires locaux dans les systèmes de distribution des manuels pour renforcer ce maillon reconnu comme le plus faible de la chaîne du livre presque partout en Afrique.

. D'apporter un soutien conséquent aux associations professionnelles nationales (écrivains, éditeurs, libraires, imprimeurs) en vue de soutenir leurs efforts en matière de dialogue et de lobbying institutionnels.

. De travailler en bonne entente avec le secteur privé, les éditeurs et les autres parties prenantes pour contribuer matériellement et constituer des groupes de réflexion sur le développement des langues nationales.

- **Aux partenaires techniques et financiers (PTF)**

. D'appuyer efficacement les pays ayant initié les réformes curriculaires basées sur l'APC afin d'accompagner le processus de mise en œuvre avec la participation de toutes les parties prenantes de l'école.

. D'initier avec leurs partenaires gouvernementaux des mesures incitatives aux éditeurs pour la publication de livres et autres matériels de lecture, y compris dans les langues nationales, par des fonds d'aide à l'édition.

- **Aux organisations professionnelles régionales (APNET, Afrilivres, PABA, etc.)**

- De valoriser les organisations professionnelles des métiers du livre au niveau national, sous régional et continental pour une meilleure prise en compte des réalités de chaque sous-secteur, d'initier des échanges entre elles et de se constituer en groupes de pression pour influencer les processus décisionnels.

- De redynamiser l'Institut de l'Édition Africaine (IEA) de l'APNET, avec l'appui des PTF, et diversifier les offres de formation proposées au CAFED afin d'assurer une bonne préparation technique et une mise à niveau continue des professionnels dans les différentes filières du livre.

- **Aux autres (ACALAN, CONFEMEN, Universités, O.S.C, etc.)**

. De poursuivre le travail de codification et d'harmonisation des alphabets des langues africaines, surtout celles transfrontalières, afin de les rendre plus aptes à l'écriture et à la lecture pour le plus grand nombre.

. De sensibiliser les parents à donner le meilleur exemple à la maison en assurant le suivi régulier des apprentissages scolaires des enfants, en leur faisant de la lecture et en mettant à leur disposition des matériels de lecture correspondant à leurs centres d'intérêt.

. De renforcer la coopération entre les presses universitaires des pays pour une meilleure viabilisation des productions scientifiques des chercheurs africains et de soutenir la création de bibliothèques virtuelles pour pallier le manque de livres dans ces institutions.

II- Recommandations spécifiques pour la Triennale

- Que l'ADEA assure la participation d'au moins deux éditeurs, à raison d'un anglophone (Henri Chakava du Kenya) et une francophone (Mme Tchotcho Ékué du Togo), ainsi qu'un(e) représentant(e) de l'association des libraires PABA. Il va de la nécessité de porter la voix des professionnels africains à l'attention des Ministres de l'Éducation et des PTF, comme première mesure de suivi de la Conférence de Nairobi. A cet effet, prévoir dans le programme une communication pour un porte-parole (Dr. Henri Chakava) sur le thème p.ex. «Produire et distribuer des manuels scolaires de bonne qualité : le point de vue des éditeurs africains».

- Que la gestion de l'espace d'exposition (livres scolaires APC, livres pour enfants, livres en langues nationales,...) soit confiée aux éditeurs et que des pays voisins intéressés puissent exposer certains livres.

- Envoi du questionnaire technique (contribution spécifique de la Conférence à la Triennale) aux Ministères de l'Éducation Nationale de certains pays ayant déjà adopté la pédagogie de l'APC, dont : le Sénégal, le Niger, le Maroc, la Tanzanie, le Kenya, le Ghana, etc. Les informations collectées seront traitées et capitalisées sous forme de banque de ressources devant alimenter les discussions sectorielles lors de la Triennale.